

L'AKP ne permettra pas de coup d'Etat (2)

mardi 31 juillet 2007, par [Neşe Düzel](#), [Sebahat Erol](#)

Cet article date un peu, mais son contenu reste d'une grande actualité, c'est pourquoi Turquie Européenne vous le livre en cette période de vacances qui est pour nous l'occasion de publier des articles restés dans nos archives et encore inédits en France.

Mous vous en livrons aujourd'hui la deuxième partie

Est-ce que les responsables de l'AKP pensent avoir commis une erreur au cours de l'élection présidentielle ?

Je ne le crois pas. Mais à mon avis, l'erreur la plus importante a été de cacher jusqu'à la dernière minute le nom de leur candidat.

L'armée a ridiculisé la Turquie aux yeux du monde entier avec son mémorandum. Nous sommes retombés au rang des pays à faible démocratie. Comment l'AKP a-t-il interprété ce mémorandum ?

Ils l'ont pris très au sérieux et l'ont vu comme un acte injuste. Suite à cela, ils se sont lancés dans des efforts de démocratisation plus large. Les élections anticipées et l'élection du Président de la République par le peuple sont des pas importants faits dans cette voie. De plus, le gouvernement a déclaré avec clarté que l'Etat Major était un organe de l'Etat et qu'aucun responsable militaire n'avait le pouvoir de faire une telle déclaration. C'est la première fois qu'en Turquie, un gouvernement répond de cette façon à un mémorandum. Bien sûr, si la Turquie était un pays démocratique membre de l'UE, une ingérence de cette sorte dans les affaires de l'Etat aurait été impossible et le gouvernement ne se serait pas contenté d'une riposte verbale. Car la marche à suivre dans ce cas d'interventions aurait été clairement inscrite dans le Code pénal. Dès le premier jour, la justice se serait ébranlée et les magistrats seraient passés à l'acte. Si nous sommes toujours confrontés à ce genre d'événements, c'est à cause de la fragilité de notre démocratie.

Dans certains médias centristes, on a au moins vu le slogan "Ni coup d'Etat, ni Charia" en manchette. Nous n'avons pas entendu ce slogan dans les médias religieux ni dans la bouche des représentants de l'AKP. Est-ce un simple hasard ?

Le mot "*charia*" n'a pas du tout le même sens pour les gens pieux et pour ceux qui poussaient ce slogan. Pour les premiers, la charia, c'est le respect scrupuleux de la religion, comme le fait de faire sa prière, de faire le Ramadan ou d'aller à la Mecque. Ils ne pensent pas, en entendant ce mot, au système politique des pays qui sont gouvernés selon la charia.

Les gens, en lançant ce slogan, voulaient signifier leur opposition à une administration islamiste. Pourquoi les médias à tendance religieuse et les représentants de l'AKP ne déclarent-ils pas clairement qu'ils sont contre un Etat religieux ?

Ils ont parlé de « *démocratie* ». Ils ont confirmé la laïcité de l'Etat. Cela ne signifie-t-il pas être contre toute administration religieuse, théocratique ? Est-il possible d'avoir en même temps la laïcité et un pouvoir religieux ? Si vous me le demandez, je vous dirai que je suis contre un Etat religieux. Si vous le demandez aux responsables de l'AKP, ils vous répondront de même.

En voulant être bien avec l' « Etat », Erdogan a fermé les yeux sur l'affaire de Susurluk et il a été renversé par l'Armée. L'AKP, en voulant être bien avec l'Armée, a fermé les yeux sur le fait

que le juge de Şemdinli a été limogé et il a reçu un mémorandum de la part de l'Armée. Est-ce que l'AKP s'est rendu compte que cela ne porte pas chance aux gouvernements de s'éloigner du Droit et de se montrer timorés ?

Il est impossible qu'ils ne s'en soient pas rendus compte. Si ce n'était pas le cas, ils ont dû se rendre compte ces derniers jours que la Justice et le Droit sont nécessaires pour tous. Le gouvernement a commis une grave erreur à Şemdinli. Pas seulement dans l'affaire de Şemdinli d'ailleurs, je n'ai pas compris non plus l'attitude de l'AKP dans l'affaire du père et du fils qui ont été assassinés devant chez eux. Vous savez que les assassins ont été acquittés.

Pendant un temps, l'AKP est entré dans une course au nationalisme, ce qui a renforcé les nationalistes et l'Armée. L'AKP pense-t-il que cela lui a été bénéfique ou néfaste ?

Tayyip Erdoğan et ses amis sont des gens qui s'y connaissent très bien en politique. En prenant une décision, ils calculent certainement ce que cette décision leur fera gagner ou perdre. Mais il y a une chose qu'il ne faut pas oublier : en réalité, le nationalisme fait partie intégrante de l'idéologie conservatrice. Cette idéologie ne rejette pas le nationalisme. Le parti MPH est un parti nationaliste. Or, vous voyez bien qu'il y a aussi un islamisme en eux. Le nationalisme et le conservatisme religieux sont des idéologies proches. Quand Erdoğan, de temps en temps, se montre nationaliste, ce n'est pas forcément dans le but de gagner des voix. Il se peut qu'il agisse ainsi par un réflexe tout naturel.

L'AKP est encerclé par l'Armée, le CHP et la Justice. Ces trois forces ne se soucient pas beaucoup du Droit. Mais finalement, ils ont tout de même du pouvoir. Comment l'AKP pense-t-il se libérer de cet encerclement ? Avec une politique respectant beaucoup plus le Droit ? Ou alors en adoptant comme cela se fait depuis bien longtemps une attitude qui n'accorde pas beaucoup d'importance au Droit ?

L'AKP a une conscience aiguë de cet encerclement et se trouve obligé d'accorder de l'importance au Droit. Au début, ils croyaient qu'une majorité de deux tiers au Parlement serait suffisante. Mais ils ne voient plus cet appui comme suffisant. Avec les derniers événements, ils ont une nouvelle fois pris conscience de cela. Voyez-vous, si ce qui s'est passé à Şemdinli avait lieu aujourd'hui, la réaction du gouvernement serait très différente. Nous ne tirons pas beaucoup de leçons des erreurs des autres. Je sais que les gens de l'AKP sont très sensibles aux thèmes des droits et des libertés. Ils ont la conviction qu'il faut toujours être du côté du Droit. En revanche, ils n'ont pas toujours su appliquer cette sensibilité dans leurs actes.

Vous avez parfois écrit que les sujets du type « la loi contre l'adultère » ou « l'interdiction de l'alcool » avaient été pensés avant l'arrivée de l'AKP. Or, l'AKP a fait siens ces thèmes. Est-ce qu'ils regrettent maintenant cette prise de position ou bien pensent-ils avoir fait ce qui était juste ?

Je ne sais pas. Mais ce que je sais, c'est que le Ministère de la Justice a persuadé le gouvernement qu'une telle loi existait aussi dans les pays européens, et donc, qu'il n'y avait pas d'inconvénient à ce que la Turquie l'adopte aussi. Après tout, c'est un gouvernement conservateur. Le gouvernement aurait dû prévoir que mettre au devant de la scène un tel sujet dans un pays comme la Turquie allait provoquer un tollé général à l'étranger. Ils ne l'ont pas prévu. Et même, le Premier Ministre est allé à ce moment là à Bruxelles avec son Ministre de la Justice. Et là, ils ont appris que la loi contre l'adultère n'était pas ce qu'ils croyaient en Europe. C'est pourquoi le Premier Ministre a abandonné cette loi.

Le gouvernement de l'AKP a montré une audace que n'avaient pas su montrer avant lui Demirel et Erbakan face au mémorandum des militaires et a dit à l'Armée de se conformer aux lois. Quelle conséquence l'AKP attend-il de cette attitude audacieuse ?

Il n'attend pas des conséquences très importantes. Certains voient les choses ainsi : « Si le Président avait été élu le jour où l'Etat major a fait sa déclaration, au lieu d'un mémorandum, il se serait produit des événements pires, il y aurait eu un coup d'Etat. » Je ne pense pas que l'AKP ait cela à l'esprit mais je sais qu'ils y sont prêts aussi. Je pense qu'ils ne permettront aucune action susceptible de les éloigner du pouvoir. Je vois en eux une volonté de représenter la démocratie. Il y a certaines puissances en Turquie

qui se croient les vrais maîtres du pays et ils ne supportent pas d'avoir face à eux une force politique. L'AKP a très bien compris la situation. Il a compris que cette force ne s'acquerrait pas par l'accession au pouvoir. La force ne peut être acquise que par le soutien du peuple dans les milieux qu'on peut atteindre par les voies démocratiques.

Pourtant, les derniers événements vécus ont encore montré que l'AKP n'est pas si sensible au Droit. Il ne s'est pas du tout opposé aux pratiques du Ministère de l'Intérieur et de la Mairie d'Istanbul lors des manifestations du 1^{er} mai sur la place de Taksim. Pourquoi a-t-il accueilli cette violence de façon si naturelle ? Si la cible de ces violences avait été les voilés, est-ce qu'il se serait tu aussi ? Est-ce qu'il aurait considéré ces violences comme normales ?

Je ne pense pas qu'ils aient considéré cette violence comme naturelle. De plus, il ne faut pas mélanger ce sujet et celui du voile. Il aurait fallu que le gouvernement limoge le Ministre de l'Intérieur et le Maire d'Istanbul qu'il a lui-même portés au pouvoir, mais il ne le peut pas. Et je ne sais pas pourquoi il ne le peut pas.

A votre avis, qu'est-ce qu'on va vivre jusqu'aux élections ?

Je ne suis toujours pas persuadé que les élections ne seront pas sabotées. Il est encore possible d'empêcher la tenue des élections le 22 juillet en essayant tout type de moyens, y compris des moyens judiciaires. Qui d'entre nous aurait pu penser que la Cour constitutionnelle allait ainsi décider de la nécessité d'avoir 367 députés au minimum pour l'élection du Président ?

Sources

Radikal 7 mai 2007

Traduction Sebahat Erol - © Turquie Européenne pour la traduction